

Réunion-débat à Tarbes

Jeudi 5 mars à 18h30

Bourse du Travail

Avec

Bertrand Monthubert

ancien président de "Sauvons la recherche"

secrétaire national du P.S. à l'enseignement supérieur et à la recherche

signataire de l'appel "le service public est notre richesse, mobilisons nous"

Depuis quelques années, avec une intensité croissante, des mobilisations de grande ampleur, portées par les lycéens, les étudiants, les personnels de l'éducation et de la recherche, et plus largement par le mouvement social, se sont multipliées en France, en Europe.

Lycéens, professeurs des écoles collèges et lycées, parents d'élèves, manifestent contre la dégradation programmée du service public d'éducation (suppression de dizaines de milliers d'emplois, coups portés à la laïcité, appauvrissement des contenus).

Enseignants-chercheurs et étudiants se mobilisent contre les suppressions de postes, les atteintes au statut de l'enseignant-chercheur, la "réforme" (au sens sarkozien, lire : dégradation) du recrutement des enseignants, contre la loi Liberté et Responsabilité des Universités d'août 2007.

La crise financière n'a pas affaibli les ambitions des néolibéraux. Il leur faut transformer l'école et la recherche en sources de profits immédiats. Cela signifie qu'elles seront soumises, partout dans le monde, aux besoins des entreprises et à la course folle de la concurrence généralisée, de tous contre tous. L'école et la recherche seront alors transformées en des lieux où s'ancre l'idéologie néolibérale dans les esprits, de l'enfant jusqu'au travailleur en formation continue. Ces institutions présentent donc un enjeu stratégique crucial pour le néolibéralisme.

Nous devons au contraire nous mobiliser pour la promotion de tous les savoirs comme biens publics mondiaux et en conséquence pour un service public d'enseignement de qualité.

Comme l'affirme l'appel "**Le service public est notre richesse, mobilisons-nous**" :

"chercher à accroître l'efficacité de l'action publique, c'est mieux mettre en œuvre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Cela exige que la satisfaction des besoins essentiels soit reconnue comme un droit fondamental. Cela implique le choix d'une société solidaire, la maîtrise des biens communs et l'activité efficace de Services publics indispensables au développement économique, social et culturel. Face à la montée des inégalités, ils sont garants de l'exercice effectif des droits. [...]Organisons un débat démocratique, sans a priori, sur les besoins en services publics, sur les rôles respectifs de l'État et des collectivités locales et la place des agents publics."

C'est ce débat démocratique que nous voulons contribuer à faire vivre avec cette réunion publique.